

Association Cinéma et Cultures

**3 quai Amiral Sala
64 100 BAYONNE**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



**Association Cinéma et Cultures
3 quai Amiral Sala
64 100 BAYONNE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'association Cinéma et Cultures,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Cinéma et Cultures relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III - OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 5.1.3 Corrections d'erreurs de l'annexe des comptes annuels concernant la correction d'erreur sur la provision d'indemnités de départ à la retraite.

IV - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

VI – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces



informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 03 juin 2025

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Arantxa HARISTOY
Cogérante
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Cinéma et Cultures Association

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	14 243	4 243	10 000	10 000
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	14 243	4 243	10 000	10 000
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	55 000		55 000	55 000
Actif circulant	Constructions	310 264	60 065	250 198	252 995
	Inst.techniques, mat.out.industriels	517 963	304 817	213 145	239 227
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	883 227	364 883	518 344	547 223
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	100		100	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	2 103		2 103	2 103
	TOTAL	2 203		2 203	2 103
	Total I	899 674	369 126	530 547	559 326
	Stocks et en cours	10 370		10 370	8 507
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	23 657	931	22 726	16 358
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	47 013		47 013	95 339
	TOTAL	70 670	931	69 739	111 698
	Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	100 000
	Instruments de trésorerie				
Actif circulant	Disponibilités	424 638		424 638	480 388
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	24 738		24 738	27 287
	TOTAL II	730 417	931	729 486	727 881
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 630 091	370 058	1 260 033	1 287 208
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			



commissaire
aux comptes

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	315 699	325 259
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	9 164	3 823
	Situation nette (sous-total)	324 863	329 082
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	22 930	26 434
	Provisions réglementées	39 779	57 664
Total I		387 573	413 180
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	26 599	39 427
Total III		26 599	39 427
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	281 042	324 997
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 149	151 743
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	245 121	185 355
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	102 874	108 363
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	61 673	64 141
Total IV		845 861	834 600
	Écart de conversion Passif V		
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 260 033	1 287 208
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



Cinéma et Cultures Association

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	84 487	81 618
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 505 935	1 274 165
	<i>dont parrainages</i>	1 866	2 566
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	262 096	254 174
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	687	697
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	34 956	25 308
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	17 837	5 230
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 906 001	1 641 193
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 047 950	937 826
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	17 445	14 627
	Salaires et traitements	624 363	518 877
	Charges sociales	151 557	118 597
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	71 326	64 256
	Dotations aux provisions		5 392
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	17 685	16 152
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 930 329	1 675 730
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-24 327	-34 536



**commissaire
aux comptes**

Cinéma et Cultures Association

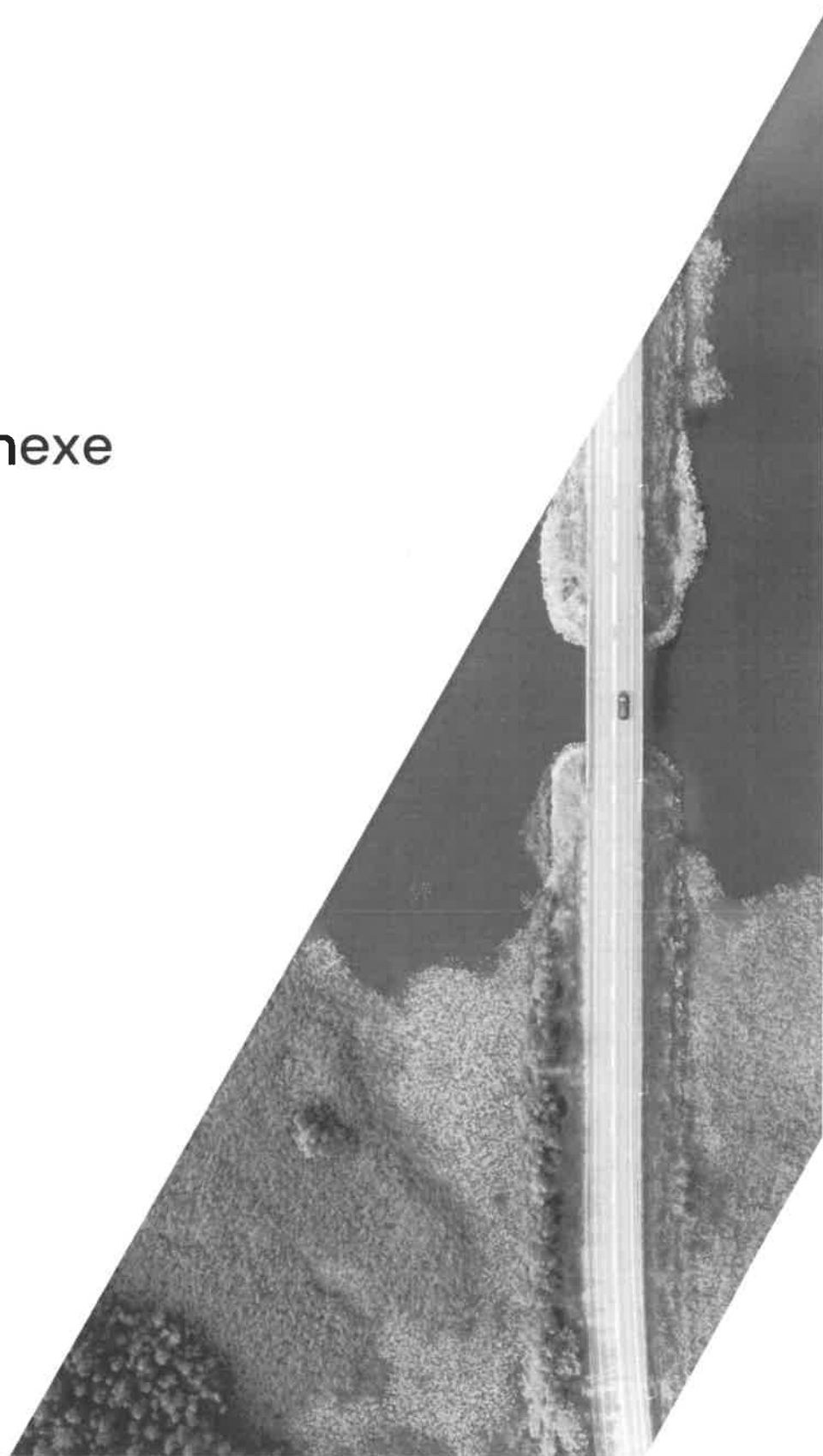
		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	14 166	11 278
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	14 166	11 278
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 028	3 400
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	3 028	3 400
	2. Résultat financier (III-IV)	11 137	7 877
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-13 190	-26 659
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	4 771	3 500
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 885	26 727
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	22 656	30 227
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	603	
	Sur opérations en capital		406
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	603	406
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	22 053	29 820
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	-301	-662
	Total des produits (I + III + V)	1 942 824	1 682 699
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 933 660	1 678 875
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	9 164	3 823
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat	15 074	14 401
	Total	15 074	14 401
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	15 074	14 401
	Total	15 074	14 401





Cinéma et Cultures Association

Annexe



1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour but :

- de développer l'activité cinéma « Art et essai », de promouvoir le cinéma d'auteur, les cinématographies minoritaires souvent ignorées des grands réseaux de distribution, et d'accompagner les films en organisant des rencontres avec des réalisateur/rices ou des acteur/rices;
- de proposer, en cohérence avec l'activité cinéma, différentes formes d'expressions artistiques (concerts, expositions, spectacles vivants), et de permettre les rencontres entre les différents univers artistiques ;
- de favoriser la convivialité et l'attractivité du lieu avec un espace de bar/restauration qui privilégie les produits de qualité ;
- de développer son projet de façon indépendante à l'égard des instances confessionnelles, politiques, syndicales et institutionnelles.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.


**commissaire
aux comptes**

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Exploitation cinématographique
- Petite restauration et débit de boissons


**commissaire
aux comptes**

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)
 - o Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : Néant
 - o Engagés et terminés dans l'exercice :
 - Menuiserie : 11 272€
 - Signalétique : 1 406€
 - Matériel taverne : 2 536€
 - Matériels de cuisine : 671€
 - Tables terrasse : 1 286€
 - Installations cinéma : 12 791€
 - Matériels de bureau : 5 003€
 - Mobilier de bureau : 3 465€
 - Autres : 4 016€ (dont 2 369€ pour les barrières anti-inondation)
 - o Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : Néant
- Ressources humaines : Les mouvements sont peu significatifs.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.


**commissaire
aux comptes**

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 *Changements de méthode comptable*

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité a constaté dans les comptes 2024 une correction d'erreur :

Le calcul de la provision d'indemnités de départ à la retraite a été corrigé au 1^{er} janvier 2024. La correction a impacté le compte de Report à Nouveau.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent la méthode « de référence » suivante qualifiée ainsi par le règlement 2014-03 : le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	14 243			14 243
Immobilisations corporelles	859 891	42 446	19 110	883 227
Immobilisations financières	2 103	100		2 203
Total	876 238	42 546	19 110	899 674

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	4 243			4 243
Immobilisations corporelles	312 667	71 326	19 110	364 883
Immobilisations financières				
Total	316 911	71 326	19 110	369 123


commissaire
aux comptes

6.1.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 an
Immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 40 ans
Immobilisations financières	Néant	

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante : 10 370€ en matières premières et approvisionnements.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée.

6.2.2 Précisions sur d'autres créances

Elles sont à échéances inférieures à 1 an.

6.2.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance sont des charges d'exploitation, pour un montant total comptabilisé de 24 739€.


commissaire
aux comptes

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	932			932
Immobilisations financières				
Total	932	-	-	932

6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



**commissaire
aux comptes**

Éclairer
Entreprendre
Réussir

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice		Corrections d'erreurs		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Report à nouveau	325 259		13 383	3 823							315 699
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée											
Excédent ou déficit de l'exercice	3 823			-3 823		9 164					9 164
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée											
Situation nette (sous-total)	329 082		13 383	0		9 164					324 863
Subventions d'investissement	26 434					1 268		4 772			22 930
Provisions réglementées	57 664							17 885			39 779
Total	413 180			0		10 432		28 662			387 573


**commissaire
aux comptes**

Éclairer
Entreprendre
Réussir

6.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Tableau des subventions d'investissements :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	26 434	1 268		27 702
Quotes-parts virées au résultat	0	4 772		4 772

Les subventions d'investissement obtenues du CNC dans le cadre du financement des travaux de modernisation sont comptabilisées en compte de la classe 13.

Elles sont constatées lorsqu'elles ont un caractère certain, sur la base de décompte de dépenses validées par l'organisme financeur.

Ces subventions sont ramenées en compte de résultat sur la durée d'amortissement des biens financés, au prorata correspondant à chaque exercice.

6.4.3 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

L'association bénéficie de subvention du SFEIC liées aux travaux enregistrés en immobilisation. Lorsque la subvention est perçue, elle constitue une subvention d'équipement.

En vertu de l'article 39 sexies du CGI, les subventions sont rapportées immédiatement au compte de résultat imposable de l'exercice, mais l'exploitation bénéficie de la mesure de l'amortissement exceptionnel.

La provision règlementée (constatation de l'amortissement exceptionnel) est reprise au résultat au rythme des amortissements des immobilisations concernées.

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements				
	A	B	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	57 664			17 885	39 779
Provisions pour charges	39 427	13 383		26 211	26 599
Total	97 091	13 383	0	26 211	26 599

6.6 Provision pour risques et charges

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	26 599	0	26 599

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

L'engagement de retraite est calculé sur la base des textes réglementaires en vigueur et compte tenu des éléments suivants :

- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux annuel de revalorisation : 1%
- Taux de turn over : appliqué
- Table officielle de mortalité : appliqué

Le montant déterminé, charges patronales incluses, s'élève à 26 599 € au 31/12/2024.

6.7 Dettes

6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

L'association a contracté un PGE de 100 000€ en 2020, ce prêt bénéficie de la garantie de l'Etat. Son solde net au 31/12/2024 est de 35 637€.

L'association a contracté un prêt de 300 000€ en 2022 afin d'acquérir le local immobilier. L'encours au 31/12/24 est de 245 305€.

6.7.2 Produits constatés d'avance

Il s'agit de subventions de fonctionnement pour 11 533€, des adhésions pour 48 454€, des adhésions de soutien pour 1 410€ et des produits d'exploitation divers pour 276€.


commissaire
aux comptes

6.1 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif			
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au	Échéances à plus 5 ans	
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i>				Emprunts obligataires convertibles (2)					
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)					
Prêts (1) Autres				Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit	281 042	44 331	89 154	147 557	
<i>Créances de l'actif circulant :</i>				Emprunts et dettes financières divers (2)					
Créances Clients et Comptes rattachés	23 657	23 657	-	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	155 149	155 149			
Autres	47 013	47 013	-	Dettes fiscales et sociales	245 121	245 121			
Charges constatées d'avance	24 738	24 738	-	Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés					
				Autres dettes (3)	102 874	102 874			
				Produits constatés d'avance	61 673	61 673			
TOTAL	95 408	95 408		TOTAL	845 861	609 150	89 154	147 557	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

7.1.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Notre entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

7.1.2 Ventes de biens et services

L'entité ne réalise que des ventes de services, dont le total est de 1 504 069 € au 31/12/24.

7.1.2.1 Ventes de prestations de services de parrainage

Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.

Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Le montant défini dans le cadre de la convention de parrainage conclue avec des personnes physiques ou morales est comptabilisé lors de la réalisation de l'opération.

Sur l'exercice 2024, les recettes de parrainage s'élèvent à 1 867€.

7.1.3 Produits de tiers financeurs

7.1.3.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ». La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Subvention d'exploitation	16 839	0	168 623	0	76 635

7.1.3.2 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

7.1.4 Autres produits d'exploitation

Les cotisations sont de 84 487€, décomposées comme suit :

- 81 273€ pour les adhésions et
- 3 214€ pour les cotisations de soutien.

L'association a également des dons manuels Eusko pour un montant de 688€.

Des produits d'exploitation divers sont également comptabilisés pour 17 827€.

7.2 Charges du compte de résultat

Les charges d'exploitation sont indiquées dans le compte de résultat. Les autres charges d'exploitations sont de 17 686 € et décomposées ainsi :

- Redevance SPRE : 187€
- Redevance SACEM : 15 206€

Éclairer
Entreprendre
Réussir


commissaire
aux comptes

© RYDGE Conseil

- Prime service civique : 926€
- Autres charges de gestion courante : 1 267€.

7.3 Résultat financier

Le résultat financier est de 11 137€. Il comprend 14 166€ de produits financiers et 3 029€ d'intérêts sur emprunts.

7.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est de 22 053€, dont 17 885€ de reprise pour provisions règlementées.

7.5 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes : le bénévolat pour 15 075€.

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié a été quantifié à 15 075€ pour un volume d'heures de 1 104. Les heures ont été valorisées ainsi :

- 11,88€ pour l'emploi CINE-BISTRO
- 12,76€ pour l'assistance administrative
- 18,86€ pour la fonction dirigeante.

7.5.1 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.5.1.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont 8 453€, dont 7 953€ d'intérêts à recevoir.

7.5.1.2 Transferts de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 8 746€ et sont liées à des charges d'exploitation.

7.5.1.3 Honoraires du commissaire aux comptes

En €	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 452
Au titre d'autres prestations	0
Honoraires totaux	4 452

7.5.2 Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées au pied du compte de résultat

Compte de soutien financier de l'industrie cinématographique

Le compte est ouvert au nom de la Ville de Bayonne, avec délégation à l'association du droit d'investir les sommes inscrites sur le compte dont elle est titulaire.

Le relevé de situation du compte de soutien, établi le 30 mars 2022 (dernier état en notre possession) par le Centre National de la Cinématographie, fait état des éléments suivants :

- Droits acquis : 905 951 €
- Versements effectués : 734 585 €
- Somme à mandater : 0 €
- Droits disponibles : 171 366 €


**commissaire
aux comptes**

8 Informations relatives à la fiscalité

Il n'y a pas d'impôts sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2024. Les autres informations spécifiques liées à l'IS sont les suivantes :

- Report en arrière des déficits : la créance de RAD s'élève à 3 116€ au 31/12/2024.

Les déficits restant à reporter sont de 29 027€ au 31/12/2024.

- Crédits d'impôts :

Le crédit d'impôts mécénat de 2024 s'élève à 501 €.


commissaire
aux comptes

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité est de 16 salariés au 31/12/2024.


commissaire
aux comptes

10 Engagements hors bilan

Les engagements donnés sont les suivants :

- Hypothèque en 1er rang pour l'emprunt de 300 000 € du local immobilier

Les engagements reçus sont les suivants :

Garantie du PGE par l'Etat : 90 000€


commissaire
aux comptes